

Point de Rue

États financiers
Au 31 mars 2017

Accompagnés du rapport de l'auditeur indépendant

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
Point de Rue,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de **POINT DE RUE**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2017, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net négatif et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'Organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme c'est le cas dans de nombreux organismes de bienfaisance, l'Organisme perçoit des produits de dons et d'activités de financement pour lesquels il n'est pas possible d'auditer l'exhaustivité de façon satisfaisante. Notre audit de ces produits s'est limité aux montants comptabilisés dans les comptes de l'Organisme. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour la période considérée en ce qui concerne les produits, l'excédent des produits sur les charges, l'actif à court terme, l'actif net négatif et les flux de trésorerie.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Point de Rue au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

*Mallette S.E.N.C.R.L.*¹

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

Trois-Rivières, Canada
Le 20 juin 2017

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111750

Point de Rue

ÉTAT DES RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2017

2016

PRODUITS

Dons	171 346 \$	75 036 \$
Subventions (annexe A)	637 559	547 569
Autres produits (annexe B)	50 534	70 776
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	10 647	9 772

870 086 703 153

CHARGES

Salaires et charges sociales	564 109	449 734
Activités de financement	2 038	3 016
Assurances	5 409	4 566
Combustible et électricité	10 651	10 885
Créances douteuses	-	4 055
Dépannage alimentaire	26 226	20 223
Déplacements	33 272	28 978
Entretien et réparations	19 121	13 337
Formation	12 464	1 540
Fournitures de bureau et papeterie	10 301	6 980
Fournitures et nourriture provenant de dons en nature	40 688	60 234
Frais d'intervention	20 259	30 427
Intérêts et frais bancaires	3 291	1 826
Intérêts sur la dette à long terme	1 235	1 344
Journal « La Galère »	20 468	21 944
Loyer	1 086	1 056
Plateaux de travail	1 137	9 010
Projet Haïti	12 648	10 937
Projet Mitacs	15 562	-
Représentation	5 602	5 994
Services professionnels	13 681	10 883
Taxes et permis	7 122	1 774
Télécommunications	9 505	10 173
Équipe itinérance	-	5 774
Amortissement des immobilisations corporelles	21 300	21 476

857 175 736 166

EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES
CHARGES

12 911 \$ (33 013) \$

Point de Rue

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET NÉGATIF

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2017

2016

	Investi en immobili- sations	Non affecté	Total	Total
SOLDE , début de l'exercice	82 439 \$	(125 119) \$	(42 680) \$	(9 667) \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(10 653)	23 564	12 911	(33 013)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	16 421	(16 421)	-	-
Remboursement en capital de la dette à long terme afférente aux immobilisations	4 601	(4 601)	-	-
Apports affectés à l'achat d'immobilisations	(12 662)	12 662	-	-
SOLDE , fin de l'exercice	80 146 \$	(109 915) \$	(29 769) \$	(42 680) \$

Point de Rue

BILAN

Au 31 mars

2017

2016

ACTIF

ACTIF À COURT TERME

Encaisse	- \$	18 470 \$
Créances (note 3)	39 682	14 698
Stocks	-	1 888
Frais payés d'avance	2 732	6 917
	<hr/>	<hr/>
	42 414	41 973

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 4)

	332 048	336 927
	<hr/>	<hr/>
	374 462 \$	378 900 \$

Point de Rue

BILAN (suite)

Au 31 mars

2017

2016

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Découvert bancaire	9 177 \$	- \$
Emprunt bancaire (note 5)	32 820	34 817
Dettes de fonctionnement (note 6)	37 437	39 775
Sommes dues à un particulier, sans intérêts	5 395	27 000
Apports reportés (note 7)	67 500	65 500
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 8)	4 927	4 600
	157 256	171 692
DETTE À LONG TERME (note 8)	10 443	15 371
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS (note 9)	236 532	234 517
	404 231	421 580

ACTIF NET NÉGATIF

Investi en immobilisations	80 146	82 439
Non affecté	(109 915)	(125 119)
	(29 769)	(42 680)
	374 462 \$	378 900 \$

Pour le conseil d'administration :

_____, administrateur

_____, administrateur

Point de Rue

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2017

2016

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	12 911 \$	(33 013) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	21 300	21 476
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	(10 647)	(9 772)
	23 564	(21 309)
Variation nette des éléments hors caisse liés au fonctionnement		
Créances	(24 984)	78
Stocks	1 888	(1 888)
Frais payés d'avance	4 185	-
Dettes de fonctionnement	(2 338)	13 809
Apports reportés	2 000	37 355
	4 315	28 045

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Acquisition d'immobilisations corporelles	(16 421)	(8 814)
---	----------	---------

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Variation de l'emprunt bancaire	(1 997)	18 504
Variation des sommes dues à un particulier	(21 605)	2 000
Remboursement de la dette à long terme	(4 601)	(4 368)
Augmentation des apports reportés afférents aux immobilisations	12 662	-
	(15 541)	16 136

AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	(27 647)	35 367
ENCAISSE (DÉCOUVERT BANCAIRE), début de l'exercice	18 470	(16 897)
ENCAISSE (DÉCOUVERT BANCAIRE), fin de l'exercice	(9 177) \$	18 470 \$

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'Organisme, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, fournit des services de première ligne aux personnes en situation de rupture sociale. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi sur les impôts et il est conséquemment exempté des impôts.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation des états financiers

Les états financiers de l'Organisme ont été établis conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Comptabilisation des produits

L'Organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Comptabilisation des promesses de dons

En raison de l'incertitude liée à l'encaissement des montants en cause, l'Organisme ne comptabilise à titre de promesses de dons à la fin de l'exercice que les montants qu'il a effectivement reçus à la date d'achèvement des états financiers.

Apports de biens et de services

Le fonctionnement de l'Organisme dépend, en grande partie, de biens et services de plusieurs bénévoles et partenaires. Du fait que l'Organisme ne se procure normalement pas ces biens et services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, ces apports ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Aides gouvernementales

Les subventions relatives aux immobilisations sont comptabilisées à titre d'apports reportés afférents aux immobilisations. Elles sont virées aux résultats sur la base de l'amortissement des immobilisations auxquelles elles se rapportent. Les subventions relatives aux charges d'exploitation sont comptabilisées dans les produits.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'Organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport ou à une valeur symbolique lorsque la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode du solde décroissant aux taux suivants :

Bâtisse	4 %
Aménagement extérieur	20 %
Équipement de cuisine	20 %
Équipement de photo	20 %
Équipement informatique	20 %
Matériel divers	20 %
Matériel roulant	30 %
Mobilier de bureau	20 %

Lorsqu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Organisme de fournir des services, l'excédent de sa valeur nette comptable sur toute valeur résiduelle est comptabilisé à titre de charges dans l'état des résultats.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de ces actifs. Une perte de valeur doit se calculer comme le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif à long terme sur sa juste valeur.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de l'Organisme sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des instruments financiers très liquides.

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

3. CRÉANCES

	2017	2016
Subventions à recevoir	27 427 \$	9 317 \$
Taxes à la consommation	5 921	3 700
Avances à des particuliers, sans intérêts	562	1 681
Dons à recevoir	5 772	-
	39 682 \$	14 698 \$

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2017	2016		
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrain	13 500 \$	-	13 500 \$	13 500 \$
Bâtisse	455 682	184 601	271 081	282 376
Aménagement extérieur	14 707	8 205	6 502	6 760
Équipement de cuisine	30 153	14 527	15 626	9 678
Équipement de photo	14 639	9 721	4 918	6 146
Équipement informatique	62 031	48 552	13 479	11 684
Matériel divers	9 205	5 368	3 837	2 711
Matériel roulant	1 178	530	648	1 001
Mobilier de bureau	9 976	7 519	2 457	3 071
	611 071 \$	279 023 \$	332 048 \$	336 927 \$

5. EMPRUNT BANCAIRE

L'Organisme dispose d'un emprunt bancaire sous forme de marge de crédit, d'un montant autorisé de 50 000 \$, portant intérêt au taux de 8,7 % et sans date de renouvellement.

L'emprunt bancaire ne comporte aucune garantie.

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

6. DETTES DE FONCTIONNEMENT

	2017	2016
Comptes fournisseurs	6 345 \$	4 262 \$
Salaires et vacances courus	6 429	6 429
Sommes à remettre à l'État		
Retenues à la source et contributions	18 663	23 084
Frais courus	6 000	6 000
	37 437 \$	39 775 \$

7. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées qui, en vertu d'affectations d'origine externe, sont destinées à un projet spécifique, ainsi qu'un financement affecté reçu au cours de l'exercice considéré et destiné à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent.

Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	2017	2016
SOLDE , début de l'exercice	65 500 \$	28 145 \$
Montants comptabilisés à titre de produits de l'exercice	(65 500)	(28 145)
Montants reçus au cours de l'exercice	67 500	65 500
SOLDE , fin de l'exercice	67 500 \$	65 500 \$
Composition :		
Gouvernement du Québec	30 000 \$	28 000 \$
Ville de Trois-Rivières	37 500	37 500
	67 500 \$	65 500 \$

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

8. DETTE À LONG TERME

	2017	2016
Emprunt, garanti par une hypothèque immobilière sur le terrain et la bâtisse d'une valeur nette comptable de 284 581 \$, remboursable par versements mensuels de 486 \$ incluant capital et intérêts au taux de 6,9 %, échéant en février 2020, renouvelable en octobre 2018	15 370 \$	19 971 \$
Portion échéant au cours du prochain exercice	4 927	4 600
	10 443 \$	15 371 \$

Les remboursements en capital de la dette à long terme à effectuer au cours des deux prochains exercices sont les suivants :

2018 -	4 927 \$
2019 -	10 444 \$

9. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS

Les apports reportés afférents aux immobilisations représentent des apports affectés ayant servi à l'acquisition du terrain et de la bâtisse ainsi que d'équipement de cuisine et informatique. Les variations survenues dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivantes :

	2017	2016
SOLDE , début de l'exercice	234 517 \$	244 289 \$
Apports affectés à l'achat d'équipement de cuisine et informatique	12 662	-
Montants amortis dans les résultats	(10 647)	(9 772)
SOLDE , fin de l'exercice	236 532 \$	234 517 \$

10. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de liquidité

L'Organisme est exposé au risque de liquidité principalement en ce qui a trait à son emprunt bancaire, à ses dettes de fonctionnement et à sa dette à long terme.

11. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

L'Organisme est actuellement en processus de fusion avec l'organisme Centretien qui oeuvre dans le même domaine. Celle-ci sera finalisée au cours des prochains mois.

12. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Point de Rue

ANNEXES

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2017

2016

A - SUBVENTIONS

Centraide	15 000 \$	15 000 \$
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Maurice-et-du-Centre-du-Québec	236 837	231 659
Centre local d'emploi	-	1 000
Corporation de développement culturel de Trois-Rivières	-	1 392
Emploi et Développement social Canada	282 722	202 265
Fonds d'Aide des Bingos de Trois-Rivières	10 000	8 000
Gouvernement du Québec	43 000	38 253
Ville de Trois-Rivières	50 000	50 000
	637 559 \$	547 569 \$

B - AUTRES PRODUITS

Activités de financement	2 397 \$	4 215 \$
Équipe itinérance - Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Maurice-et-du-Centre-du-Québec	29 200	50 000
Formation	6 978	-
Journal « La Galère »	1 433	1 871
Ministère de la Justice	10 526	14 690
	50 534 \$	70 776 \$